

EDUCATION

REVUE DE PRESSE

EDUCATION : REVUE DE PRESSE DU 14 AU 18 MARS 2022- Edition 0038

Environnement scolaire : Plus de 50% des écoles dépourvues de point d'eau



Accès à l'éducation, l'emploi... : Les progrès des femmes



Uniformes scolaires : Révélation sur la « mauvaise » tenue des 10 milliards F CFA



REVUE DE PRESSE 38

DU 14 AU 18 MARS 2022

Cheikh MBOW : « Nous demandons au Gouvernement d'instituer un comité de suivi des accords »

Renforcer la confiance entre parties prenantes dans le secteur de l'éducation. C'est ce que recommande le Directeur exécutif de la COSYDEP. Dans un entretien accordé au journal *Le Soleil*, Cheikh Mbow revient sur les accords signés entre le Gouvernement et les syndicats d'enseignants, le réaménagement du calendrier scolaire, le quantum horaire. Il donne également des pistes pour une stabilité durable dans le secteur. « Nous avons eu la confirmation de notre conviction que lorsque le dialogue est sincère, franc, constructif et ouvert, des solutions sont toujours possibles... En vérité, il y a des questions cruciales qu'il convient aussi de prendre en charge, notamment des infrastructures convenables, des enseignants en quantité et qualité, un environnement scolaire sûr, sain et convivial, l'effectivité du droit à l'éducation pour tous, la prise en compte des secteurs encore négligés tels que la petite enfance, le non formel

Le Soleil

RESPECT DES NOUVEAUX ACCORDS : Le Sels met la pression sur le gouvernement



Après une pause de deux ans imposée par la Covid-19, les enseignants du Syndicat des enseignants libres du Sénégal (Sels) se sont retrouvés à Kougheul pour célébrer la Journée internationale du volontariat (Jiv). L'organisation syndicale bien que peu satisfaite des accords, exige le respect des nouveaux accords signés en fin février dernier. D'ailleurs, le Sels met en garde l'Etat. « On a suspendu notre mot d'ordre de grève, Mais cela ne veut pas dire que nous allons arrêter la grève. L'Etat est appelé à jouer sa partition en respectant les nouveaux accords signés. Nous sommes là pour veiller », avertit le Secrétaire général du Sels, Amidou Diédhiou.

Walf Quotidien

Pourquoi le niveau de l'enseignement s'effrite



Doit-on s'alarmer de la baisse du niveau des enseignants ? Une question que se posent encore nombre d'observateurs à cause de l'ampleur du phénomène dans le système éducatif national. Si pour certains, point n'est besoin d'être un expert pour reconnaître cette situation, pour d'autres, il faut tout de même la relativiser dans ce contexte marqué par la hausse du minimum requis en termes de diplômes pour aspirer à devenir enseignant. La formation initiale, un facteur à ne pas négliger. « Elle n'est pas suffisamment satisfaisante pour assurer la compétence, voire la qualification professionnelle tout au long de la carrière des enseignants », affirme Cheikh MBOW, Directeur exécutif de la COSYDEP.

Le Soleil

REVUE DE PRESSE 38

DU 14 AU 18 MARS 2022

Environnement scolaire : Plus de 50% des écoles dépourvues de point d'eau



Mamadou Migniane Diouf invite les autorités à poser le débat sur la question du manque d'eau à l'école. Se basant sur une étude de la COSYDEP qui révèle que plus de 50% des établissements scolaires n'ont pas de point d'eau, le coordonnateur du Forum Social Sénégalais (Fss) prend l'Etat et les institutions pour responsables de la situation. Les problèmes liés à l'eau d'usage, décriés souvent dans le monde rural, affectent fortement le milieu scolaire. Dans certains établissements, les élèves ne disposent pas d'eau potable, et cette situation contribue à l'abandon scolaire de certaines filles. « Il faut que le débat sur l'eau à l'école soit réellement posé », indique Mamadou Migniane Diouf.

INDEMNITÉS DU CFEE ET DU BFEM : Vers un accord entre Etat et syndicats

Le Gouvernement et les syndicats membres du G7 se sont retrouvés, le weekend dernier, pour se pencher sur les indemnités liées aux examens du Cfee et du Bfem. Selon Abdou Faty, secrétaire général du Sels/A, un accord est en vue entre les deux parties. Les deux parties ont poursuivi les négociations pour les indemnités liées aux examens du Cfee et du Bfem. Contacté par « Le Soleil », le secrétaire général du Sels/A, Abdou Faty, informe que le G7 a eu une seconde séance de travail avec le Gouvernement sur les indemnités liées aux deux examens. « Après la signature de l'accord avec le Gouvernement le 27 février dernier, nous avons convenu avec le Gouvernement de poursuivre les discussions, notamment sur les indemnités liées aux examens du Cfee et du Bfem qui sont très faibles. C'est pourquoi nous avons proposé qu'on modifie le décret qui organise ces examens », a expliqué Abdou Faty

Accès à l'éducation, l'emploi... : Les progrès des femmes

Dans son projet intitulé « Women count » (les Femmes comptent), qui a pour but d'accélérer l'atteinte des objectifs de développement durable (ODD) niveau 5 visant l'égalité des sexes et l'autonomisation de toutes les femmes et filles, l'Agence nationale de la statistique et de la démographie (ANSD) a procédé ce mardi à la restitution de ses travaux de recherche portant sur les thématiques de l'éducation, l'emploi et les violences faites aux femmes. Et selon le DG de l'ANSD, les statistiques montrent que les filles accèdent de plus en plus à l'éducation. Même s'il y a encore des barrières à franchir. Selon Allé Nar Diop, il s'agissait d'identifier les caractéristiques socio-économiques qui guident l'accès à l'éducation des hommes et des femmes, mais également à l'emploi.

REVUE DE PRESSE 38

DU 14 AU 18 MARS 2022

UNIVERSITÉ I. D. THIAM : Doctoriales et Journées de la recherche en fin mars

L'Université Iba Der Thiam de Thiès (Uidt) informe que les Doctoriales 2022 sont couplées aux Journées de la recherche. Elles auront lieu les 31 mars et 1er avril 2022, sur le thème : Valorisation des résultats de la recherche scientifique pour un développement durable ». L'Université Iba Der Thiam de Thiès veut « élargir cet espace d'échanges sur la valorisation de la recherche scientifique et l'innovation pour un développement durable et l'importance de la recherche de proximité et de la recherche fondamentale au service des populations à tous les acteurs de l'espace universitaire ». Selon le document, ces deux jours constitueront une occasion de suivre non seulement des conférences et des tables rondes autour de la thématique principale et des sous-thèmes, mais aussi des sessions de communication orales et affichées qui permettront aux doctorants et aux chercheurs de l'espace universitaire et des autres universités d'échanger avec le public sur leurs travaux de recherche.

Le Soleil

JOURNÉE DES FORMATIONS PROFESSIONNELLES : La FLSH de l'UCAD vulgarise ses offres

La FLSH de l'UCAD, dans le cadre de ses activités pédagogiques, a organisé, ce mardi, sa journée des formations professionnelles. Une occasion de vulgariser les formations déroulées. Selon le Pr Alioune Badara Kandji, l'enseignement professionnel est aujourd'hui une réalité dans les pratiques pédagogiques de la FLSH. M. Kandji de rappeler que, depuis 2017, conformément aux orientations des réformes prioritaires, les formations professionnelles ne cessent de se multiplier. Il a souligné que de nouvelles filières sont ouvertes et répondent désormais aux exigences du marché du travail. « Nous avons l'Institut des langues étrangères appliquées (Ilea) où nos étudiants suivent une Licence en langues et communication, une Licence en langues et affaires internationales, une Licence en langues et métiers du numérique », a renseigné le doyen Kandji.

Le Soleil

UGB : 5 jours de journée sans ticket



La Coordination des étudiants de l'Université Gaston Berger a décrété depuis ce lundi 14 mars, 120 heures de journées sans tickets "JST" renouvelables et elle n'entend pas lever ce mot d'ordre tant que les travaux de la voirie interne ne sont pas repris. Ses membres invitent l'État par le biais du ministère des Infrastructures, des transports terrestres et du désenclavement à prendre cette question au sérieux avant que la situation ne dégénère. Ils déclarent ne pas apprécier, du tout, l'attitude de la Direction du Centre des œuvres universitaires de Saint Louis (COUS) qui aurait tenté de mettre en mal la CESL avec sa base.

Sud Quotidien

REVUE DE PRESSE 38

DU 14 AU 18 MARS 2022

Uniformes scolaires : Révélations sur la « mauvaise » tenue des 10 milliards F CFA

Les tenues scolaires financées à hauteur de 10 milliards FCfa ne sont toujours pas disponibles à trois mois de la fermeture des classes. Trois raisons principales sont répertoriées. « La première difficulté est que la majeure partie des entreprises artisanales sont dans l'informel et comme c'est un marché de l'Etat, il fallait les encadrer pour un processus de formalisation assez souple et cette situation, nous a pris beaucoup de temps », révèle Saloum Ndiaye, coordinateur du projet national au niveau du ministère de la formation professionnelle et de l'artisanat. La deuxième et la troisième sont liées à la matière et la pandémie. Un demi-million de mètres disponible sur le marché sénégalais sur un besoin de 4 millions de mètres. « Malheureusement, les difficultés, en termes de transit international, liées au Covid, ont retardé l'accès à cette matière première », apprend Saloum Ndiaye.

Première édition du SIERI de l'UCAD : l'École supérieure polytechnique expose ses innovations

Ouverture, hier, du premier Salon international de l'entrepreneuriat, de la recherche et de l'innovation (Sieri du 16 au 18 mars 2022) à l'UCAD de Dakar. Organisé par l'UCAD et l'Observatoire de la Francophonie économique de l'Université de Montréal (Ofé), il se tient en marge de la troisième conférence internationale sur la francophonie économique. L'objectif principal du Salon est de promouvoir l'entrepreneuriat responsable chez les jeunes, d'améliorer la visibilité des résultats/produits de recherche-innovation et de contribuer à la consolidation des liens de partenariat entre l'entreprise et l'expertise scientifique dans l'espace francophone. Il s'agit également d'encourager et d'accompagner les nouvelles professions issues de la recherche-développement et de l'innovation.

Les enseignants se mobilisent pour le rattrapage des cours

Après plus de trois mois de perturbations des cours en raison des grèves des syndicats d'enseignants, le calme est revenu dans le secteur de l'éducation depuis quelques jours. Sur ce, un réaménagement du calendrier a été proposé pour pouvoir terminer les programmes. Dans les écoles, les enseignants sont mobilisés pour les rattrapages. « Je pense que pour les rattrapages, il n'y a aucun problème. Nous sommes des professionnels de formation. On nous a formés vraiment sur les programmes pour les enseignements-apprentissages à l'élémentaire et moyen secondaire. Nous allons essayer de voir comment rattraper les heures perdues », a fait savoir le secrétaire général de l'Union des enseignants du Sénégal membre du G20, Abdourahmane Kane.

REVUE DE PRESSE 38

DU 14 AU 18 MARS 2022

Structures de la petite enfance : L'avant-projet de décret présenté aux acteurs

Pour un meilleur assainissement du secteur de la Petite enfance, un avant-projet de décret fixant les conditions d'ouverture et les règles d'organisation et de fonctionnement des structures de prise en charge a été présenté ce jeudi 17/03/2022, à Dakar aux acteurs. Dans le rapport de présentation de l'avant-projet de décret de 15 pages, il est mentionné que le gouvernement du Sénégal ambitionne de porter le taux de prise en charge des enfants de 0 à 3 ans à 15% à l'horizon 2030 dans les structures publiques, privées et communautaires. « L'objectif majeur de cette politique est d'assurer à tous les enfants sénégalais, de la conception à 8 ans, issus en priorité de milieux défavorisés, l'accès à des services adéquats et intégrés au sein des familles et des structures », a dit la Directrice de l'ANPECTP, Maïmouna Cissokho Khouma.

Francophonie économique : La 3^e conférence lancée à l'Ucad

Ce mercredi, s'est ouvert, à l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar (Ucad), la troisième conférence internationale sur la Francophonie économique. Le thème de cette année : «Vers une économie résiliente, verte et inclusive». L'évènement est placé sous les signes du partage d'expériences, du réseautage et de la mobilisation des connaissances sur les enjeux et défis socioéconomiques, politiques et environnementaux. «L'enjeu c'est de renforcer les échanges économiques entre les pays membres de la francophonie, de renforcer la coopération universitaire entre les pays membres de la francophonie dans le domaine de la recherche, de la formation, mais également dans le domaine d'appui à la société», a expliqué le Recteur de l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar, Ahmadou Aly Mbaye.

Ugb : Lancement de la revue « Global Africa »

L'Université Gaston Berger de Saint-Louis au Sénégal (UGB) a annoncé, ce jeudi 1er avril 2021, le lancement de « Global Africa », une revue scientifique internationale et pluridisciplinaire, associée à des actions de renforcement de la recherche africaine, soutenue par l'Agence française de développement (AFD) à hauteur de 1,5 million d'euros. Ce programme mobilisera plus d'une dizaine d'institutions partenaires africaines ou françaises. La revue, rattachée au Laboratoire d'analyse des sociétés et pouvoirs / Afrique-Diasporas (LASPAD) de l'UGB, vise à rendre compte des enjeux politiques, sociaux, économiques, écologiques, technologiques de l'Afrique et du monde. Editée en quatre langues (français, anglais, arabe et swahili), cette publication dont les premiers appels à contribution vont être diffusés prochainement, est dotée des standards internationaux d'évaluation des articles.

REVUE DE PRESSE 38**DU 14 AU 18 MARS 2022****«La langue française dans le monde» : Souleymane Bachir Diagne auteur de la préface**

L'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) sort un livre intitulé «La langue française dans le monde» (Gallimard). L'ouvrage sera présenté ce jeudi 17 mars au siège de l'organisation à Paris, au cours d'une conférence de presse.

D'après le quotidien Bés Bi-Le Jour, le philosophe Souleymane Bachir Diagne est l'auteur de la préface. «La langue française dans le monde», souligne le journal, est une initiative de l'Observatoire de la langue française. L'ouvrage a pour but de fournir aux spécialistes ainsi qu'au public des données fiables sur la situation du Français dans différents domaines.

*Seneweb***L'UGB CANDIDATE POUR ABRITER UN CENTRE D'EXCELLENCE DE L'UEMOA**

Le recteur de l'Université Gaston Berger (UGB), Ousmane Thiaré, souhaite que son institution devienne le septième centre d'excellence de l'Union économique et monétaire ouest africaine (UEMOA) au Sénégal. "Je sais, au cours des échanges avec la représentante-résidente, que le Sénégal compte six centres d'excellence de l'UEMOA, et je souhaite que l'UGB en soit le septième", a-t-il dit. M. Thiaré présidait mercredi la cérémonie d'ouverture d'un atelier d'échange entre les étudiants et la représentante-résidente de l'UEMOA au Sénégal, Aissa Kabo. Le recteur de l'UCAD a promis de poursuivre les discussions avec les responsables de l'UEMOA, pour en savoir davantage sur les modalités requises pour intégrer ces centres d'excellence.

*Aps***Mali : Inscriptions difficiles pour les néo-bacheliers**

Les résultats de l'examen du Baccalauréat malien, tenu du 23 au 26 août 2021, ont été publiés, le 1er octobre 2021 pour le grand bonheur des candidats admis. Plus de quatre mois après l'obtention du précieux sésame leur permettant d'avoir accès aux études supérieures, beaucoup de néo-bacheliers ont du mal à s'inscrire dans des universités publiques. Au premier rang, les bacheliers sont confrontés à des difficultés liées à la préinscription en ligne. En effet, depuis le 7 septembre de l'année universitaire 2017-18, date des premières inscriptions en ligne, des milliers de néo bacheliers ont des soucis à se familiariser avec cet outil, pourtant indispensable pour étudier dans les établissements publics. Certains se plaignent du manque d'informations sur la plateforme et les procédures d'inscription avant l'obtention du baccalauréat.

Maliweb

REVUE DE PRESSE 38

Côte d'Ivoire : des audiences foraines pour des élèves sans actes de naissance

En Afrique, la déclaration des naissances n'est toujours pas systématique. La Côte d'Ivoire ne fait pas exception. Du 21 mars au 8 avril 2022, selon une note de la ministre de l'Éducation nationale et de l'Alphabétisation, Professeure Mariatou Koné, des audiences foraines se tiendront « à titre exceptionnel » pour établir des actes de naissance à 69.523 élèves du CM2. La mesure cible seulement les établissements publics. À l'issue de cette opération, prévient la ministre de tutelle, aucun élève sans extrait de naissance ne sera autorisé à participer à la session 2022 de l'examen du Certificat d'études primaires élémentaires (Cepe).

Apanews

L'AUF ouvre 80 cursus de formation à distance

L'Agence universitaire de la Francophonie (AUF) a ouvert les inscriptions pour 89 cursus universitaires, pour le compte de l'année académique 2022-2023. Les cours proposés dans le cadre de son programme « formations ouvertes et à distance » (FOAD) ont été élaborés par des universités francophones partenaires de l'AUF, dont entre autres l'Université de Yaoundé I au Cameroun, l'Université Abomey-Calavi au Bénin, l'Université Joseph Ki-Zerbo au Burkina Faso ou encore l'Université Cheikh Anta Diop au Sénégal. Les cours de niveau licence, master 1 et 2 concernent six domaines à savoir : les sciences humaines, la médecine et la santé publique, l'éducation et la formation, les sciences de l'ingénieur, le droit, l'économie et la gestion et enfin l'environnement et le développement durable.

Agence Ecofin

France : Le ministère veut réformer le doctorat

Blouse blanche, stéthoscope, tensiomètre à portée de main... Dans le langage courant, un docteur est un médecin, voir un dentiste ou un pharmacien. En réalité, ce titre peut être porté par n'importe quel titulaire d'un doctorat, un grade obtenu après un troisième cycle universitaire. Et depuis Napoléon, c'est l'État qui a le monopole de sa délivrance. Or, cela pourrait bien changer. Le ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation entend revoir l'arrêté du 25 mai 2016 selon lequel le doctorat est préparé dans une école doctorale sous la responsabilité des établissements accrédités, au sein d'une unité ou d'une équipe de recherche reconnue à la suite d'une évaluation par le Haut conseil de l'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur ou par d'autres instances dont il valide les procédures ».

MOuest France